

N° 7000²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2017-2018

PROJET DE LOI

sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Amendements adoptés par la Commission de la Santé, de l'Egalité des chances et des Sports</i>	
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Président du Conseil d'Etat (19.10.2017).....	1
2) Texte coordonné.....	7

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(19.10.2017)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir une série d'amendements au projet de loi mentionné sous rubrique adoptés par la Commission de la Santé, de l'Egalité des Chances et des Sports lors de sa réunion du 10 octobre 2017.

Je joins en annexe, à toutes fins utiles, un texte coordonné du projet de loi sous rubrique reprenant les amendements proposés (figurant en caractères gras) et les propositions de texte du Conseil d'Etat que la commission a faites siennes (figurant en caractères soulignés).

*

AMENDEMENTS*Amendement n° 1 – Article 1^{er} du projet de loi*

La commission propose de conférer à l'article 1^{er} du projet de loi la teneur suivante:

„Art. 1^{er}. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la mise en œuvre des techniques de tatouage par effraction cutanée, y compris la technique du maquillage permanent, du perçage, du branding, du cutting, ainsi que du bronzage UV auprès de clients. Elles ne sont pas applicables aux professionnels de santé lorsqu'ils réalisent des actes de soins de santé.

La mise en œuvre de toute autre technique incluant une effraction de l'épiderme, d'une muqueuse ou de tout autre organe est réservée aux professionnels de santé.“

Commentaire de l'amendement n° 1

Cette proposition d'amendement vise à exclure les autres techniques, telles l'implantation d'un chip sous la peau, le „Bitcoin Porte-monnaie“, le „Bagelheads“, la scarification, les mutilations génitales,

la „langue de serpent“ (encore appelée „tongue-split“), le limage des dents en crocs de vampire „Transdermals/Microdermals“ de manière explicite du champs d'application de la présente loi.

En effet, tandis que les techniques courantes pratiquées au Luxembourg sont toutes couvertes par le présent projet de loi, les techniques citées ci-dessus sont des actes médicaux et tombent par conséquent dans le champ d'application de la loi du 20 juin 2001 relative aux dispositifs médicaux. En d'autres termes, elles tombent dans le champ de compétence des professionnels de la santé et ne peuvent être pratiquées dans le milieu extrahospitalier.

Par conséquent, toutes les techniques non mentionnées explicitement dans le projet de loi ne peuvent être exercées par les tatoueurs-perceurs.

Amendement n° 2 – dernier alinéa de l'article 3, point 8 du paragraphe 1^{er} de l'article 4, dernier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 4, point 9 du paragraphe 1^{er} du nouvel article 9, première phrase du paragraphe 3 du nouvel article 9 du projet de loi

La commission propose de conférer au dernier alinéa de l'article 3, au point 8 du paragraphe 1^{er} de l'article 4, au dernier alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 4, au point 9 du paragraphe 1^{er} du nouvel article 9 et à la première phrase du paragraphe 3 du nouvel article 9 du projet de loi la teneur suivante:

„Art. 3.

(...)

Les dispositions de l'article sous examen ne s'appliquent pas aux personnes disposant d'une autorisation d'établissement en tant que bijoutier-orfèvre délivrée par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions, lorsqu'elles mettent en œuvre la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille.“

„Art. 4.

(...)

8.) la sécurité et le nettoyage du matériel utilisé sont assurés.

Les personnes qui mettent en œuvre la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille respectent, outre les règles d'hygiène et de salubrité fixées à l'alinéa 1^{er}, les règles suivantes:

(...)

Un règlement grand-ducal précise les caractéristiques et l'équipement des locaux visés à l'alinéa 1^{er}, la procédure d'hygiène des mains, les différents éléments du protocole relatif à la préparation de la zone à traiter, les mesures relatives à la sécurité et les modalités de nettoyage du matériel utilisé, les règles spécifiques d'hygiène à respecter lors de la réalisation de l'acte, le protocole de stérilisation des matériels ainsi que les règles spécifiques dans ces domaines lors de la mise en œuvre de la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille.“

„Art. 10. 9. (...)

9.) En utilisant la technique du pistolet perce-oreille pour le perçage d'une partie du corps autre que **le pavillon le lobule** de l'oreille;

(...)

(3) Est puni d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros le fait de pratiquer le perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille (...).“

Commentaire de l'amendement n° 2

La commission propose de remplacer, par voie d'amendement, dans tous les articles ayant trait aux bijoutiers, le terme „pavillon“ par celui de „lobule“. Il s'agit en l'occurrence des articles 3, 4 et 9 du projet de loi.

En effet, le pavillon est bien à distinguer du lobule. Tandis que le pavillon englobe toute la partie de l'oreille externe visible de l'extérieur, le lobule n'est qu'une partie du pavillon de l'oreille.

La dérogation prévue à l'article 3 pour les bijoutiers concerne uniquement la mise en œuvre de la technique du perçage à l'aide du pistolet perce-oreille pour le lobule de l'oreille, qui représente un

risque moins important en termes d'hygiène. En effet, cette technique comporte moins de risques pour la santé du client en raison de l'emplacement de ces bijoux et en raison de la partie du corps visée. D'ailleurs, cette technique du pistolet perce-oreille n'est de toute façon utilisable que pour le lobule. Ceci est également la raison pourquoi le bijoutier n'est pas soumis aux mêmes conditions de formation que les autres personnes qui pratiquent la technique du perçage.

Amendement n° 3 – nouvel article 6 du projet de loi (ancien article 8 du texte gouvernemental)

La commission propose de conférer au nouvel article 6 du projet de loi la teneur suivante:

„Art. 8. 6. (1) Les techniques mentionnées ~~aux articles~~ à l'article 2 (1), paragraphe 1^{er}, ~~et 5~~ peuvent être pratiquées: ~~sur une personne sans son consentement préalable respectivement sur une personne mineure sans le consentement préalable d'une personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur.~~

- **sur une personne mineure de moins de 16 ans accomplis, à l'exception du perçage du lobule;**
- **sur une personne mineure de moins de 18 ans accomplis, sans le consentement préalable d'une personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur;**
- **sur une personne majeure sans son consentement éclairé préalable.**

(2) Le consentement visé au paragraphe 1^{er} est recueilli par écrit selon des modalités à fixer par règlement grand-ducal. En cas de doute quant à la majorité de ses clients, le professionnel doit exiger la présentation d'une pièce d'identité à des fins de vérification.

Les personnes réalisant ces pratiques doivent être en mesure, pendant cinq ans, de présenter la preuve de ce consentement.“

Commentaire de l'amendement n° 3

La commission est d'avis qu'il n'est pas suffisant de prévoir un consentement par écrit pour protéger les enfants de façon appropriée et propose par conséquent de fixer l'âge légal pour se faire tatouer ou percer à 16 ans. Au-delà de 16 ans et jusqu'à l'âge de la majorité (18 ans), une autorisation parentale est nécessaire pour se faire un tatouage ou un piercing.

Tout en relevant le caractère définitif et irréversible d'un tatouage, la commission estime que la protection de l'enfant doit prévaloir vu qu'un tatouage pourrait marquer un enfant négativement pendant toute sa vie.

L'introduction d'une limite d'âge devrait dès lors permettre de protéger l'enfant, tout en tenant également compte de la capacité intellectuelle de l'enfant et sans toutefois s'ingérer de manière exorbitante dans la vie privée des citoyens.

Par la précision „à l'exception du perçage du lobule de l'oreille“, il s'agit d'assurer que – par analogie à l'article 3 du projet de loi (ancien article 5 du texte gouvernemental), qui prévoit une dérogation aux règles visées au projet de loi sous examen au profit de l'activité de perçage du lobule de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille par les bijoutiers-orfèvres disposant d'une autorisation d'établissement – les tatoueurs-perceurs puissent également continuer à exercer cette activité.

Par ailleurs, la commission propose d'échanger les articles 7 et 8 du texte gouvernemental afin d'éviter toute ambiguïté et toute difficulté d'interprétation par rapport aux restrictions d'âge.

Amendement n° 4 – article 7 du projet de loi

La commission propose de conférer à l'article 7 du projet de loi la teneur suivante:

„Art. 7. ~~Avant la pratique des techniques visées aux articles 2 (1) et 5, leur exécutant informe ses clients, ainsi que pour les actes réalisés sur des personnes mineures la personne titulaire de l'autorité parentale, moyennant entretien personnel sur les risques et conséquences de ces actes. Cet entretien porte notamment sur les points suivants:~~

La personne qui applique une des techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, informe préalablement le client sur qui l'acte est réalisé, et dans le cas de personnes mineures de moins de 18 ans accomplis, sur lesquelles des techniques de tatouage ou de perçage sont appliquées, la personne titulaire de l'autorité parentale, lors d'un entretien personnel sur les risques et conséquences de ces actes. Cet entretien porte obligatoirement sur les points suivants:

1. l'irréversibilité de certains actes impliquant une modification corporelle définitive;

2. les douleurs éventuellement associées à ces techniques, tant durant l'acte que lors de la cicatrisation;
3. les risques d'infections;
4. les risques allergiques notamment liés aux encres de tatouage et aux bijoux de piercing;
5. les contre-indications au geste liées au terrain ou aux traitements en cours;
6. le temps de cicatrisation adapté à la technique qui a été mise en œuvre et les risques cicatriciels;
7. les précautions à respecter après la réalisation des techniques, notamment pour permettre une cicatrisation rapide.

Il doit s'assurer du consentement éclairé du client **ou en cas d'une personne mineure de moins de 18 ans accomplis, de la personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur, selon** les conditions prévues à l'article 8 7 (2). Il peut refuser la pratique d'une ou des techniques visées à l'article 2 (1), paragraphe 1^{er}, ~~et 5~~, pour des motifs sanitaires, déontologiques ou esthétiques. Après l'entretien il remet une fiche d'information regroupant les informations citées à l'alinéa qui précède au client.

Le contenu minimal de cette fiche est déterminé par règlement grand-ducal.“

Commentaire de l'amendement n° 4

Par analogie au raisonnement concernant l'amendement 3, la commission propose d'introduire également une limite d'âge dans le présent article. Par conséquent, elle propose de préciser qu'en cas de personnes mineures „de moins de 18 ans accomplis“, il y a lieu d'informer préalablement la personne titulaire de l'autorité parentale lors d'un entretien personnel sur les risques et conséquences des techniques de tatouage ou de perçage. En outre, la personne qui applique une de ces techniques doit s'assurer, en cas d'une personne mineure „de moins de 18 ans accomplis“, du consentement éclairé de la personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur.

La commission ayant décidé de suivre la suggestion du Conseil d'Etat de supprimer l'article 5, suite aux observations formulées par la Haute Corporation à l'endroit des articles 2 à 4, la référence à l'article 5 dans l'article sous revue peut donc également être supprimée.

Amendement n° 5 – nouvel article 9 du projet de loi (ancien article 10 du projet de loi)

La commission propose de conférer à l'article 9 du projet de loi la teneur suivante:

„**Art. 10. 9.** (1) Sans préjudice d'autres dispositions plus sévères, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement le fait de mettre en œuvre une des techniques citées à l'article 2 (1), paragraphe 1^{er}:

- 1.) Sans avoir notifié son activité conformément aux dispositions de l'article 3;
- 2.) Sans respecter les conditions d'hygiène et de salubrité prévues à l'article 4;
- 3.) Sans avoir reçu la formation prévue à l'article 3;
- 4.) Sans procéder à l'information et à l'affichage prévus à l'article 4;
- 5) Sans respecter les dispositions de l'article 4 relatives au traitement des déchets;
- 6.) En utilisant des produits ou des matériaux non conformes aux dispositions de l'article 6 5;
- 7.) Sans avoir procédé à l'entretien préalable ou la remise de la fiche prévus à l'article 7;
- 8.) Sur une personne sans avoir préalablement recueilli l'accord dans les conditions prévues à l'article 87;
- 9.) En utilisant la technique du pistolet perce-oreille pour le perçage d'une partie du corps autre que ~~le pavillon le lobule~~ de l'oreille.

(2) Sans préjudice d'autres dispositions plus sévères, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à cinquante mille euros ou d'une de ces peines seulement le fait de mettre en œuvre les techniques de branding et cutting sur des personnes mineures.

(3) Est puni d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros le fait de pratiquer le perçage ~~du pavillon du lobule~~ de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille:

- 1.) Sans disposer des qualifications prévues à l'article 5;
- 2.) Sans respecter les conditions d'hygiène prévues à l'article 5;
- 3.) Sans procéder à l'information et à l'affichage prévus à l'article 5 4;
- 4.) En utilisant des matériaux non conformes aux dispositions de l'article 5;
- 5.) Sans avoir procédé à l'entretien préalable ou la remise de la fiche prévus à l'article 7;
- 6.) Sur une personne sans avoir préalablement recueilli l'accord dans les conditions prévues à l'article 8.

~~(4) Les personnes coupables des infractions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.~~

~~(5) Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 34 du Code pénal, des infractions prévues à l'article 10 (1) et (2) de la présente loi.~~

~~Les peines encourues par les personnes morales sont:~~

- ~~1) L'amende, dans les conditions prévues à l'article 36 du Code pénal;~~
- ~~2) La peine de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.~~

~~La récidive des contraventions prévues à l'article 10 (1) et (2) est réprimée conformément à l'article 57-3 du Code pénal."~~

Commentaire de l'amendement n° 5

Suite aux changements de la numérotation des articles, certains renvois dans cet article ne correspondent plus aux articles visés. La commission propose par conséquent d'adapter les références en question.

Amendement n° 6 – nouvel article 15 du projet de loi (ancien article 16 du projet de loi)

La commission propose de conférer au nouvel article 15 du projet de loi la teneur suivante:

„**Art. 16. 15.** (1) Est puni d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros le fait de pratiquer les activités visées à l'article 1110:

1. Sans respecter les restrictions de vente et de mise à disposition prévues aux paragraphes ~~(1), (2) et (3)~~ ^{1^{er}} et 2 de l'article ~~11~~ ¹⁰;
2. Sans respecter les conditions d'hygiène prévues à l'article ~~11 (4)~~; ^{10 (3)};
3. Sans afficher la fiche de mise en garde prévue à l'article ~~12~~ ¹¹;
4. Sans avoir fait la notification prévue à l'article ~~13~~ ¹²;
5. Sans remplir les conditions de formation prévues à l'article ~~13~~ ¹²;
6. Sans avoir effectué et documenté le contrôle technique visé à l'article ~~14~~ ¹³;
7. Sans respecter les conditions de publicité prévues à l'article ~~15~~ ¹⁴;
8. Sur un appareil de bronzage UV ayant subi une modification technique au-delà des limites prévues par le mode d'emploi du constructeur de l'appareil;

~~(2) Les personnes coupables des infractions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.~~

~~(3) Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 34 du Code pénal, des infractions prévues à l'article 17 (1) de la présente loi.~~

~~Les peines encourues par les personnes morales sont:~~

- ~~1. L'amende, dans les conditions prévues à l'article 36 du Code pénal;~~
- ~~2. La peine de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.~~

La récidive des contraventions prévues à l'article 18 (1), paragraphe 1^{er}, est réprimée conformément aux articles 57-3 du Code pénal.“

Commentaire de l'amendement n° 6

Suite aux changements de la numérotation des articles, certains renvois dans cet article ne correspondent plus aux articles visés. La commission propose par conséquent d'adapter les références en question.

Amendement n° 7 – nouvel article 16 du projet de loi (ancien article 17 du projet de loi)

La commission propose de conférer au nouvel article 16 du projet de loi la teneur suivante:

Art. 17. 16. (1) ~~Sans préjudice des compétences des autres ministres, le ministre est habilité à faire contrôler le respect des dispositions de la présente loi.~~

(2) (1) Les médecins, les ingénieurs nucléaires, les experts en radioprotection ayant la qualité de fonctionnaires, ainsi que les fonctionnaires de la division de l'inspection sanitaire portant le titre d'inspecteur sanitaire suivant l'article 15 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé, à désigner par le ministre, sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution.

Dans l'exercice de leurs fonctions prévues à la présente loi, les prédits fonctionnaires de la Direction de la santé ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Leur compétence s'étend sur tout le territoire du Grand-Duché.

Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.

L'article 458 du code pénal leur est applicable.

(2) Les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la présente loi. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal.“

Commentaire de l'amendement n° 7

Suite aux changements de la numérotation des articles, certains renvois dans cet article ne correspondent plus aux articles visés. La commission propose par conséquent d'adapter les références en question.

Par l'ajout d'un nouveau paragraphe 2, disposant que les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la présente loi et que le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal, la commission entend faire droit à la suggestion du Conseil d'Etat de prévoir une formation spéciale à laquelle doivent se soumettre les agents visés à l'article sous examen, en cas de décision du législateur de maintenir l'article 17 du texte gouvernemental.

Amendement n° 8 – nouvel article 17 du projet de loi (ancien article 18 du projet de loi)

La commission propose de conférer au nouvel article 17 du projet de loi la teneur suivante:

„**Art. 18. 17.** Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur 24 mois après sa publication au Mémorial Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Par dérogation, les interdictions et sanctions pénales ayant trait à la réalisation de branding et cutting sur des mineurs personnes mineures, **les techniques de tatouage et de perçage sur des personnes mineures de moins de 16 ans accomplis** et la vente et mise à disposition d'appareils de bronzage UV à des mineurs des personnes mineures, entrent en vigueur 1 mois après sa publication au Mémorial Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.“

Commentaire de l'amendement n° 8

Par analogie au raisonnement concernant l'amendement 3, la commission propose d'introduire également une limite d'âge dans le présent article. Par conséquent, elle propose d'ajouter la précision

suivante: „[...] **les techniques de tatouage et de perçage sur des personnes mineures de moins de 16 ans accomplis**“. En outre, il est procédé à deux reprises au remplacement du terme „Mémorial“ par celui de „Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg“ qui correspond à la nouvelle dénomination correcte (Loi du 23 décembre 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg).

*

Au nom de la Commission de la Santé, de l'Égalité des Chances et des Sports, je vous saurais gré de bien vouloir faire aviser par le Conseil d'Etat les amendements et observations exposés ci-avant.

Copie de la présente est adressée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Madame Lydia Mutsch, Ministre de la Santé et de l'Égalité des chances, et à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

*

TEXTE COORDONNE

PROJET DE LOI

sur les conditions d'hygiène et de salubrité relatives à la pratique des techniques de tatouage par effraction cutanée, du perçage, du branding, cutting, ainsi que du bronzage UV

(Les amendements parlementaires sont indiqués en caractères **gras**, les textes repris du Conseil d'Etat figurent en caractères soulignés)

Art. 1^{er}. Les dispositions de la présente loi s'appliquent à la mise en œuvre des techniques de tatouage par effraction cutanée, y compris la technique du maquillage permanent, du perçage, du branding, du cutting, ainsi que du bronzage UV auprès de clients. Elles ne sont pas applicables aux professionnels de santé lorsqu'ils réalisent des actes de soins de santé.

La mise en œuvre de toute autre technique incluant une effraction de l'épiderme, d'une muqueuse ou de tout autre organe est réservée aux professionnels de santé.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi il convient d'entendre par:

Au sens de la présente loi, les définitions suivantes sont d'application:

(1) Pour les techniques de tatouage:

1. „tatouage“: l'opération la technique par laquelle, moyennant effraction cutanée, une injection intradermique de produits colorants est réalisée afin de créer sous la peau une marque ou d'affiner les traits du visage;
2. „perçage“: à l'exception de la technique du perçage du pavillon de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille, l'opération par laquelle, moyennant effraction cutanée, des objets sont placés dans l'épiderme, les muqueuses, les tissus sous-jacents ou les cartilages; la technique par laquelle, moyennant effraction cutanée, des objets sont placés dans l'épiderme, les muqueuses, les tissus sous-jacents ou les cartilages;
3. „cutting“: l'opération la technique par laquelle, moyennant incision cutanée, l'épiderme est blessé de sorte à ce que les cicatrices subséquentes forment un dessin;
4. „branding“: l'opération la technique par laquelle, moyennant une source de chaleur intense, l'épiderme est brûlé de sorte à ce que les cicatrices subséquentes forment un dessin;
5. „produits de tatouage“: toute substance ou préparation colorante destinée, par effraction cutanée, à créer une marque sur les parties superficielles du corps humain à l'exception des produits qui sont des dispositifs médicaux;

(2) Pour les appareils et l'éclairage:

1. „appareils de bronzage UV“: appareils de traitement de la peau par rayonnement équipés d'émetteurs ultraviolets;
2. „éclairage effectif E_{ery} “: Somme sur toutes les longueurs d'onde UV concernées des produits entre éclairage énergétique à la longueur d'onde donnée (en W/m^2) et l'efficacité spectrale à la même longueur d'onde pour induire un érythème;
 $E_{ery} = \Sigma E(L) * S(L)$ (sommation sur toutes les longueurs d'onde L) avec $S(L) = 1$ pour toute longueur d'onde $L < 298$ nm et $S(L) = 100,094 * (298-L)$ pour toute longueur d'onde $L \geq 298$ nm et $L \leq 328$ nm et $S(L) = 100,015 * (140-L)$ pour toute longueur d'onde $L > 328$ nm et $L \leq 400$ nm;
3. „appareil de type UV 3“: appareil comportant un émetteur UV tel que l'effet biologique est causé par des rayonnements de longueurs d'ondes inférieures et supérieures à 320 nm et caractérisé par un éclairage limité sur toute la bande de rayonnement UV, et dont l'éclairage effectif est inférieur à $0,15 W/m^2$ pour les longueurs d'ondes de 250 à 320 nm, et inférieur à $0,15 W/m^2$ pour les longueurs d'ondes de 320 à 400 nm;

Art. 3. – Les personnes qui mettent en œuvre les techniques citées à l'article 2 (1), respectivement leur employeur, notifient cette activité auprès du ministre ayant la Santé dans ses attributions (ci-après „le ministre“). Cette notification doit être faite un mois avant le commencement de l'activité. La cessation de cette activité est également notifiée auprès du ministre au plus tard endéans un délai d'un mois.

Les modalités de ces notifications sont fixées par règlement grand-ducal.

Ces personnes doivent avoir suivi une formation d'au moins 21 heures aux conditions d'hygiène et de salubrité prévues à l'article 4 délivrée par un établissement de formation autorisé à dispenser des formations au Luxembourg, respectivement, pour les formations acquises dans un Etat membre de l'Union européenne, délivrée par un établissement reconnu par les autorités compétentes de l'Etat de délivrance. Les modalités pratiques, le contenu et les titres de formation acceptés en équivalence de cette formation sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 3. Les prestataires qui offrent des services comportant les techniques mentionnées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, notifient cette activité au du ministre ayant la Santé dans ses attributions (ci-après „le ministre“). Cette notification doit être faite un mois avant le début de l'activité. La cessation de cette activité est également notifiée au du ministre au plus tard endéans un délai d'un mois.

Les éléments faisant l'objet de ces notifications sont déterminés par règlement grand-ducal.

Les personnes qui appliquent les techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, doivent avoir suivi une formation d'au moins 21 heures aux conditions d'hygiène et de salubrité prévues à l'article 4 délivrée par un établissement de formation autorisé à dispenser des formations au Luxembourg, ou, pour les formations acquises dans un Etat membre de l'Union européenne, délivrée par un établissement reconnu par les autorités compétentes de l'Etat de délivrance. Les modalités pratiques, le contenu et les titres de formation acceptés en équivalence de cette formation sont fixés par règlement grand-ducal.

Les dispositions de l'article sous examen ne s'appliquent pas aux personnes disposant d'une autorisation d'établissement en tant que bijoutier-orfèvre délivrée par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions, lorsqu'elles mettent en œuvre la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille.

Art. 4. (1) La mise en œuvre des pratiques citées à l'article 2 (1) s'exerce dans le respect des règles générales d'hygiène et de salubrité; plus particulièrement:

- le matériel, ainsi que ces supports directs, pénétrant ou entrant en contact avec l'épiderme, les muqueuses, les tissus sous-jacents ou les cartilages sont soit à usage unique et stérile soit stérilisés adéquatement avant chaque opération;
- les locaux dans lesquels sont exercés de telles activités doivent comprendre une salle exclusivement réservée à la réalisation des opérations visées à l'article 2 (1);
- à l'intérieur des locaux une mise en garde contre les risques liés aux pratiques visées à l'article 2 (1), comprenant les informations visées à la fiche prévue à l'article 7 de la présente loi est affichée;

- ~~– le stockage et l'élimination des déchets issus de cette activité doit être assuré de manière à respecter les dispositions de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets relatives aux déchets hospitaliers et assimilés;~~
- ~~– une interdiction de fumer, de consommer des denrées alimentaires et de présence d'animaux s'applique aux locaux dans lesquels sont exercés de telles activités.~~

(1) La mise en œuvre des techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, s'exerce dans le respect des règles d'hygiène et de salubrité suivantes:

- 1.) le matériel, ainsi que ses supports directs, pénétrant ou entrant en contact avec l'épiderme, les muqueuses, les tissus sous-jacents ou les cartilages sont soit à usage unique et stérile, soit stérilisés adéquatement avant chaque opération;
- 2.) les locaux dans lesquels sont exercés de telles activités doivent comprendre une salle exclusivement réservée à la réalisation des techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er};
- 3.) à l'intérieur des locaux une mise en garde contre les risques liés aux techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, comprenant les informations visées à la fiche prévue à l'article 7 de la présente loi est affichée;
- 4.) le stockage et l'élimination des déchets issus de cette activité doivent être assurés de manière à respecter les dispositions de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets relatives aux déchets hospitaliers et assimilés;
- 5.) une interdiction de fumer, de consommer des denrées alimentaires et de présence d'animaux s'applique aux locaux dans lesquels sont exercées de telles activités;
- 6.) une procédure d'hygiène des mains est appliquée;
- 7.) la préparation de la zone à traiter est réalisée selon un protocole;
- 8.) la sécurité et le nettoyage du matériel utilisé sont assurés.

Les personnes qui mettent en œuvre la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille respectent, outre les règles d'hygiène et de salubrité fixées à l'alinéa 1^{er}, les règles suivantes:

- 1.) la peau du client est isolée des éléments permanents du pistolet perce-oreille par un élément jetable et à usage unique servant de support au bijou de pose;
- 2.) le bijou de pose et son support sont fournis stériles dans un emballage hermétique qui en garantit la stérilité jusqu'à son utilisation.

Un règlement grand-ducal, détermine les modalités d'application des règles d'hygiène et de salubrité, notamment en ce qui concerne l'infrastructure, le matériel utilisé, et le déroulement des opérations visées à l'article 2 (1).

Un règlement grand-ducal précise les caractéristiques et l'équipement des locaux visés à l'alinéa 1^{er}, la procédure d'hygiène des mains, les différents éléments du protocole relatif à la préparation de la zone à traiter, les mesures relatives à la sécurité et les modalités de nettoyage du matériel utilisé, les règles spécifiques d'hygiène à respecter lors de la réalisation de l'acte, le protocole de stérilisation des matériels ainsi que les règles spécifiques dans ces domaines lors de la mise en œuvre de la technique du perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille moyennant un pistolet perce-oreille.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), en cas de réalisation de l'une des techniques visées à l'article 2 (1) de la loi, de manière exceptionnelle dans des locaux provisoires tels que ceux aménagés lors de manifestations et de rassemblements, il pourra être satisfait au paragraphe (1) en disposant, à défaut de la salle technique, de postes de travail séparés du public par une barrière physique permettant de limiter les risques de projections, les autres dispositions demeurant applicables. Cette dérogation est soumise à l'accord préalable du ministre. Cet accord peut être soumis à un contrôle préalable des locaux. Les demandes y afférentes sont à introduire au plus tard deux mois avant la date de l'événement.

(2) La mise en œuvre d'une des techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, peut être autorisée par le ministre pour une durée ne dépassant pas une semaine dans un local ne répondant pas aux exigences figurant au deuxième tiret du paragraphe 1^{er}, si elle se réalise dans des locaux provisoires sur des postes de travail séparés du public par une barrière physique permettant de limiter les risques de

projections. Les demandes y afférentes sont à introduire au plus tard un mois avant le début de l'activité.

Art. 5. – (1) Par dérogation à l'article 3, et outre les personnes remplissant les conditions prévues à l'article 3, peuvent mettre en œuvre la technique du perçage du pavillon de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille, les personnes disposant d'une autorisation d'établissement en tant que bijoutier-orfèvre délivrée par le ministre ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

Les personnes qui mettent en œuvre cette technique sont soumises au respect des règles générales d'hygiène et de salubrité. Elles respectent en particulier les règles suivantes:

- la peau du client est isolée des éléments permanents du pistolet perce-oreille par un élément jetable et à usage unique servant de support au bijou de pose;
- le bijou de pose et son support sont fournis stériles dans un emballage hermétique qui en garantit la stérilité jusqu'à son utilisation;
- à l'intérieur des locaux une mise en garde contre les risques liés à la mise en œuvre de la technique du perçage du pavillon de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille, comprenant les informations visées à la fiche prévue à l'article 7 de la présente loi est affichée;
- une interdiction de fumer, de consommer des denrées alimentaires et de présence d'animaux s'applique aux locaux dans lesquels sont exercés de telles activités;

Les modalités d'application du présent article sont fixées par règlement grand-ducal.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), en cas de réalisation de la technique du perçage du pavillon de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille, de manière exceptionnelle dans des locaux provisoires tels que ceux aménagés lors de manifestations et de rassemblements, il pourra être satisfait au paragraphe (1) en disposant, à défaut de la salle technique, de postes de travail séparés du public par une barrière physique permettant de limiter les risques de projections, les autres dispositions demeurant applicables. Cette dérogation est soumise à l'accord préalable du ministre. Cet accord peut être soumis à un contrôle préalable des locaux. Les demandes y afférentes sont à introduire au plus tard deux mois avant la date de l'évènement.

Art. 6. 5. Un tatouage par effraction cutanée ne peut être réalisé qu'avec des produits de tatouage répondant aux normes de qualité et sécurité applicables en vertu de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits, ainsi qu'à la loi du 16 décembre 2011 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques.

Un règlement grand-ducal peut déterminer une liste de substances ne pouvant pas entrer dans la composition des produits de tatouage.

Les tiges utilisées lors d'un perçage initial jusqu'à cicatrisation et les tiges utilisées après cicatrisation doivent être conformes aux dispositions de la loi du 16 décembre 2011 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques.

Art. 8. 6. (1) Les techniques mentionnées aux articles à l'article 2 (1), paragraphe 1^{er}, et 5 ne peuvent être pratiquées: **sur une personne sans son consentement préalable respectivement sur une personne mineure sans le consentement préalable d'une personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur.**

- **sur une personne mineure de moins de 16 ans accomplis, à l'exception du perçage du lobule;**
- **sur une personne mineure de moins de 18 ans accomplis, sans le consentement préalable d'une personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur;**
- **sur une personne majeure sans son consentement éclairé préalable.**

(2) Le consentement visé au paragraphe 1^{er} est recueilli par écrit selon des modalités à fixer par règlement grand-ducal. En cas de doute quant à la majorité de ses clients, le professionnel doit exiger la présentation d'une pièce d'identité à des fins de vérification.

Les personnes réalisant ces pratiques doivent être en mesure, pendant cinq ans, de présenter la preuve de ce consentement.

~~Art. 7. Avant la pratique des techniques visées aux articles 2 (1) et 5, leur exécutant informe ses clients, ainsi que pour les actes réalisés sur des personnes mineures la personne titulaire de l'autorité parentale, moyennant entretien personnel sur les risques et conséquences de ces actes. Cet entretien porte notamment sur les points suivants:~~

~~(1) La personne qui applique une des techniques visées à l'article 2, paragraphe 1^{er}, informe préalablement le client sur qui l'acte est réalisé, et dans le cas de personnes mineures **de moins de 18 ans accomplis**, sur lesquelles des techniques de tatouage ou de perçage sont appliquées, la personne titulaire de l'autorité parentale, lors d'un entretien personnel sur les risques et conséquences de ces actes. Cet entretien porte obligatoirement sur les points suivants:~~

- ~~1. l'irréversibilité de certains actes impliquant une modification corporelle définitive;~~
- ~~2. les douleurs éventuellement associées à ces techniques, tant durant l'acte que lors de la cicatrisation;~~
- ~~3. les risques d'infections;~~
- ~~4. les risques allergiques notamment liés aux encres de tatouage et aux bijoux de piercing;~~
- ~~5. les contre-indications au geste liées au terrain ou aux traitements en cours;~~
- ~~6. le temps de cicatrisation adapté à la technique qui a été mise en œuvre et les risques cicatriciels;~~
- ~~7. les précautions à respecter après la réalisation des techniques, notamment pour permettre une cicatrisation rapide.~~

~~(2) Il doit s'assurer du consentement éclairé du client **ou en cas d'une personne mineure de moins de 18 ans accomplis, de la personne titulaire de l'autorité parentale ou de son tuteur**, selon les conditions prévues à l'article **8 7 (2)**. Il peut refuser la pratique d'une ou des techniques visées à l'article 2 (~~1~~), paragraphe 1^{er}, ~~et 5~~, pour des motifs sanitaires, déontologiques ou esthétiques. Après l'entretien il remet une fiche d'information regroupant les informations citées à l'alinéa qui précède au client.~~

~~Le contenu minimal de cette fiche est déterminé par règlement grand-ducal.~~

~~Art. **9. 8**. La pratique des techniques du branding et cutting est interdite sur des personnes mineures.~~

~~Art. **10. 9**. (1) Sans préjudice d'autres dispositions plus sévères, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros ou d'une de ces peines seulement le fait de mettre en œuvre une des techniques citées à l'article 2 (~~1~~), paragraphe 1^{er}:~~

- ~~1.) Sans avoir notifié son activité conformément aux dispositions de l'article 3;~~
- ~~2.) Sans respecter les conditions d'hygiène et de salubrité prévues à l'article 4;~~
- ~~3.) Sans avoir reçu la formation prévue à l'article 3;~~
- ~~4.) Sans procéder à l'information et à l'affichage prévus à l'article 4;~~
- ~~5.) Sans respecter les dispositions de l'article 4 relatives au traitement des déchets;~~
- ~~6.) En utilisant des produits ou des matériaux non conformes aux dispositions de l'article **6 5**;~~
- ~~7.) Sans avoir procédé à l'entretien préalable ou la remise de la fiche prévus à l'article 7;~~
- ~~8.) Sur une personne sans avoir préalablement recueilli l'accord dans les conditions prévues à l'article **87**;~~
- ~~9.) En utilisant la technique du pistolet perce-oreille pour le perçage d'une partie du corps autre que **le pavillon le lobule** de l'oreille;~~

~~(2) Sans préjudice d'autres dispositions plus sévères, est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de deux cent cinquante et un à cinquante mille euros ou d'une de ces peines seulement le fait de mettre en œuvre les techniques de branding et cutting sur des personnes mineures.~~

~~(3) Est puni d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros le fait de pratiquer le perçage **du pavillon du lobule** de l'oreille par la technique du pistolet perce-oreille:~~

- ~~1.) Sans disposer des qualifications prévues à l'article 5;~~

- 2.) Sans respecter les conditions d'hygiène prévues à l'article 5;
- 3.) Sans procéder à l'information et à l'affichage prévus à l'article 5 4;
- 4.) En utilisant des matériaux non conformes aux dispositions de l'article 5;
- 5.) Sans avoir procédé à l'entretien préalable ou la remise de la fiche prévus à l'article 7;
- 6.) Sur une personne sans avoir préalablement recueilli l'accord dans les conditions prévues à l'article 8.

(4) Les personnes coupables des infractions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

(5) Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 34 du Code pénal, des infractions prévues à l'article 10 (1) et (2) de la présente loi.

Les peines encourues par les personnes morales sont:

- 1) L'amende, dans les conditions prévues à l'article 36 du Code pénal;
- 2) La peine de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

La récidive des contraventions prévues à l'article 10 (1) et (2) est réprimée conformément à l'article 57-3 du Code pénal.

Art. 11, 10. La vente et la mise à disposition au public des appareils de bronzage UV est soumise aux conditions ci-après:

- (1) 1. Les appareils à éclairage effectif supérieur à 0,3 W/m² ainsi que les appareils à éclairage effectif supérieur à 0,15 W/m² pour les longueurs d'ondes de 250 à 320 nm sont réservés à un usage thérapeutique et ne peuvent être utilisés que sur prescription médicale et sous la responsabilité d'un médecin. Leur détention et mise à disposition est limitée aux cabinets médicaux médecins et établissements hospitaliers.
- (2) 2. L'utilisation d'appareils à éclairage effectif supérieur à 0,003 W/m² pour les longueurs d'ondes de 200 à 280 nm est interdite.

Les appareils à éclairage effectif inférieur ou égal à 0,3 W/m² et à éclairage effectif supérieur à 0,15 W/m² pour les longueurs d'ondes de 320 à 400 nm sont réservés à un usage professionnel dans le domaine de l'esthétique ou du loisir conformément au présent chapitre. Leur vente au public est interdite.

Les appareils de type UV 3 peuvent être mis librement en vente ou à la disposition du public sous réserve des dispositions et limitations du présent chapitre.

Il est interdit de mettre un appareil de bronzage UV à disposition d'un mineur une personne mineure. Il est interdit de vendre un appareil de bronzage UV à un mineur une personne mineure.

Les appareils de bronzage UV ne peuvent être mis à la disposition du public que sous la surveillance directe d'un personnel qualifié.

Les appareils de bronzage UV mis à la disposition du public, à titre gratuit ou onéreux, et leurs conditions d'utilisation doivent être conformes aux règles de l'art prévalant en matière de sécurité.

(3) La mise à disposition des appareils de bronzage UV doit être réalisée dans le respect des règles générales d'hygiène et de salubrité plus particulièrement:

La mise à disposition des appareils de bronzage UV doit être réalisée dans le respect des règles d'hygiène et de salubrité suivantes:

- le matériel, y compris les lunettes de protection, ainsi que ces supports directs, entrant en contact direct avec tout ou partie de la peau ou des cheveux sont nettoyés adéquatement entre chaque client;
- les locaux dans lesquels sont réalisés les activités de bronzage doivent être aménagés et entretenus de manière à garantir un niveau d'hygiène approprié aux activités réalisés;
- une interdiction de fumer, de consommer des denrées alimentaires et de présence d'animaux s'applique aux locaux dans lesquels sont mis à disposition des appareils de bronzage UV;

Avant toute mise à disposition d'un appareil de bronzage UV, les clients sont informés, moyennant entretien personnel sur les risques, conséquences et éventuelles contre-indications du bronzage UV.

Un règlement grand-ducal, peut déterminer les spécificités techniques auxquelles doivent répondre l'infrastructure, le matériel utilisé, le déroulement des opérations bronzage, ainsi que les modalités d'application des règles d'hygiène et de protection contre les rayonnements ultraviolets.

- 1.) les locaux dans lesquels sont réalisées les activités de bronzage doivent être aménagés et entretenus de manière à garantir un niveau d'hygiène approprié aux activités réalisées;
- 2.) le matériel utilisé pour réaliser les activités de bronzage doit satisfaire à des spécificités techniques et être entretenu de manière à garantir un niveau d'hygiène approprié aux activités réalisées. Le matériel, y compris les lunettes de protection, ainsi que ses supports directs, entrant en contact direct avec la peau ou les cheveux sont nettoyés adéquatement après chaque client;
- 3.) une interdiction de fumer, de consommer des denrées alimentaires et de présence d'animaux s'applique aux locaux dans lesquels sont mis à disposition des appareils de bronzage UV;
- 4.) la présence de personnes disposant d'une formation adaptée, la mise à disposition de lunettes de protection et d'une documentation relative au bronzage UV est assurée et le déroulement des séances de bronzage est défini.

Un règlement grand-ducal peut préciser ces règles.

Art. 12. 11. Dans les locaux où des appareils de bronzage UV sont mis à disposition du public une fiche de mise en garde contre les effets sanitaires liés aux rayonnements ultraviolets doit être affichée de manière claire et visible.

Tout appareil de bronzage UV mis à disposition du public doit comporter:

1. l'identification unique de l'appareil de bronzage UV
2. le label de conformité CE et
3. un avertissement concernant le rayonnement ultraviolet en langue française et allemande.

Un règlement grand-ducal, peut déterminer le contenu et les modalités pratiques de la mise en garde visée à l'alinéa qui précède.

Art. 13. 12. Les personnes qui mettent à disposition du public des appareils de bronzage UV, respectivement leur employeur.

Les personnes qui encadrent l'utilisation par le public d'appareils de bronzage UV notifient cette activité au ministre, en indiquant le type d'appareils de bronzage employés. Cette notification doit être faite un mois avant le commencement de l'activité. La cessation de cette activité est également notifiée auprès du ministre au plus tard endéans un délai d'un mois.

Les modalités de ces notifications sont fixées par règlement grand-ducal.

Les personnes qui mettent à disposition du public des appareils de bronzage UV doivent avoir suivi une formation d'au moins 8 heures aux conditions d'hygiène et de protection contre les rayonnements ultraviolets délivrée par un établissement de formation autorisé à dispenser des formations au Luxembourg, respectivement, pour les formations acquises dans un Etat membre de l'Union européenne, délivrée par un établissement reconnu par les autorités compétentes de l'Etat de délivrance.

Les modalités pratiques, le contenu et les titres de formation acceptés en équivalence de cette formation sont fixés par règlement grand-ducal.

Art. 14. 13. Les appareils de bronzage UV font l'objet d'un contrôle technique et d'une maintenance régulière par l'exploitant ou par une société spécialisée.

En cas de doute quant à la conformité technique des appareils de bronzage UV, le ministre peut demander une évaluation par un organisme externe.

Un règlement grand-ducal détermine le détail de ces vérifications et contrôles.

Art. 15. 14. Toute publicité relative aux appareils de bronzage UV ou à une prestation de service incluant l'utilisation d'un appareil de bronzage, ainsi que toute présentation à la vente d'un tel appareil, est accompagnée d'un avertissement sur les risques pour la santé liés à l'exposition aux UV, dont le contenu et les modalités de présentation sont précisés par règlement grand-ducal.

Est interdite toute publicité affirmant que l'exposition aux UV des appareils de bronzage aurait des effets bénéfiques pour la santé.

Art. 16. 15. (1) Est puni d'une amende de deux cent cinquante et un à cinq mille euros le fait de pratiquer les activités visées à l'article ~~11~~**10**:

- ~~1.~~ Sans respecter les restrictions de vente et de mise à disposition prévues aux paragraphes ~~(1), (2) et (3)~~ **1^{er}** et 2 de l'article ~~11~~ **10**;
- ~~2.~~ Sans respecter les conditions d'hygiène prévues à l'article ~~11~~(4); **10 (3)**;
- ~~3.~~ Sans afficher la fiche de mise en garde prévue à l'article ~~12~~ **11**;
- ~~4.~~ Sans avoir fait la notification prévue à l'article ~~13~~ **12**;
- ~~5.~~ Sans remplir les conditions de formation prévues à l'article ~~13~~ **12**;
- ~~6.~~ Sans avoir effectué et documenté le contrôle technique visé à l'article ~~14~~ **13**;
- ~~7.~~ Sans respecter les conditions de publicité prévues à l'article ~~15~~ **14**;
- ~~8.~~ Sur un appareil de bronzage UV ayant subi une modification technique au-delà des limites prévues par le mode d'emploi du constructeur de l'appareil;

~~(2) Les personnes coupables des infractions prévues au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.~~

~~(3) Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues à l'article 34 du Code pénal, des infractions prévues à l'article 17 (1) de la présente loi.~~

~~Les peines encourues par les personnes morales sont:~~

- ~~1.~~ L'amende, dans les conditions prévues à l'article 36 du Code pénal;
- ~~2.~~ La peine de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction ou de la chose qui en est le produit.

~~La récidive des contraventions prévues à l'article 18 (1), paragraphe 1^{er}, est réprimée conformément aux articles 57-3 du Code pénal.~~

Art. 17. 16. (1) ~~Sans préjudice des compétences des autres ministres, le ministre est habilité à faire contrôler le respect des dispositions de la présente loi.~~

~~(2) (1) Les médecins, les ingénieurs nucléaires, les experts en radioprotection ayant la qualité de fonctionnaires, ainsi que les fonctionnaires de la division de l'inspection sanitaire portant le titre d'inspecteur sanitaire suivant l'article 15 de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé, à désigner par le ministre, sont chargés de rechercher et de constater les infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution.~~

~~Dans l'exercice de leurs fonctions prévues à la présente loi, les prédicts fonctionnaires de la Direction de la santé ont la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Leur compétence s'étend sur tout le territoire du Grand-Duché.~~

~~Avant d'entrer en fonction, ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile le serment suivant: „Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.“~~

~~L'article 458 du code pénal leur est applicable.~~

(2) Les fonctionnaires visés au paragraphe 1^{er} doivent avoir suivi une formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de la présente loi. Le programme et la durée de la formation ainsi que les modalités de contrôle des connaissances sont arrêtés par règlement grand-ducal.

Art. 18. 17. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur 24 mois après sa publication au Mémorial Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Par dérogation, les interdictions et sanctions pénales ayant trait à la réalisation de branding et cutting sur des mineurs personnes mineures, **les techniques de tatouage et de perçage sur des personnes mineures de moins de 16 ans accomplis** et la vente et mise à disposition d'appareils de bronzage UV à des mineurs des personnes mineures, entrent en vigueur 1 mois après sa publication au Mémorial Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

